

# Déclaration Liminaire de la FSU CSA SD 2<sup>nd</sup> degré de l'Ardèche du 28 janvier 2025



## En Ardèche une baisse des moyens sans fin...

On ne peut que se réjouir de l'annonce par la nouvelle MEN du renoncement à l'instauration d'un examen d'entrée au lycée, et du renoncement à la suppression de 4000 postes pour la rentrée 2025. On se réjouit également de la création de 2000 emplois d'AESH ou de la possible fin du SNU. Ces bonnes nouvelles sont à mettre au crédit des personnels et des organisations syndicales qui n'ont cessé de dénoncer les effets désastreux des réformes en cours et pointer le caractère inacceptable de l'annonce initiale des suppressions d'emplois. La FSU avait déposé une alerte sociale en octobre 2024 et avait largement mobilisé les personnels dans la grève du 5 décembre. Cette mobilisation a permis d'imposer la défense de l'EN comme une question importante des derniers arbitrages politiques. Il ne faut cependant pas se voiler la face, le ministère maintient l'essentiel de ses réformes destructrices et ces dernières annonces ne sont pas de nature à mettre fin à la crise sans précédent que connaît l'EN.

Pour la FSU Ardèche, L'exercice de rédiger cette déclaration devient chaque année de plus en plus difficile tant la situation se répète . Nous avons largement épuisé le champ lexical de la diminution pour évoquer les moyens. La tentation était grande de reprendre nos précédents textes et les recopier à l'identique. Nous avons parfois l'impression de vivre la même expérience que le personnage principal du long métrage un jour sans fin.

Si dans ce film, chaque année, le journaliste désabusé voit une marmotte émerger de son terrier afin d'annoncer le printemps, pour nous c'est maintenant au rythme bimestriel qu'apparaît un nouveau ministre de l'éducation pour effectuer de nouvelles annonces. Pas experte mais déjà convaincue qu'il faut réduire les vacances d'été. Si le printemps arrivera bientôt pour nous tous ce ne sera pas le cas du point d'indice éternellement gelé. Jamais nos collègues n'entendent parler d'augmentation de salaires mais seulement de sacrifices supplémentaires et de conditions dégradées. Alors que les enseignants de Colombie sont mieux rémunérés que ceux de France, on fait semblant de s'étonner ensuite du manque d'attractivité du métier. Comment dès lors ne pas comprendre le manque d'envie de monter à bord du train ? Pire, nous constatons avec dépit que de plus en plus de collègues préfèrent sauter en marche plutôt que de continuer ainsi .

### **Ca ne fonctionne pas alors on continue !**

Malgré l'avis du conseil supérieur de l'éducation, l'expérience du choc des savoirs sera donc maintenue pour les classes de sixième et de cinquième l'année prochaine. Nos élèves et collègues devront expérimenter une année de plus un dispositif qui a déjà montré partout qu'il était néfaste pour les élèves et les conditions d'enseignements. Les groupes de niveaux malmènent les élèves et les professeurs qui témoignent, de plus en plus fréquemment d'une profonde perte de sens de leurs métiers. Nos collègues déjà en difficulté devront donc bricoler une fois de plus chacun dans leurs établissements pour mettre en place un dispositif contre productif pour leurs élèves et leurs conditions de travail. Il nous faudra expérimenter à nouveau si le fait de se tirer une balle dans le pied une deuxième fois est vraiment douloureux .

Mais peu importe l'avis des concernés , des experts de l'éducation , du CSE c'est une non spécialiste qui décide.

Dans le second degré, pour retrouver le taux d'encadrement de 2017, il faudrait 10 611 emplois ! Il est donc indispensable de sortir d'une vision de court terme, les yeux rivés sur la calculatrice. Le premier ministre a reconnu lui-même que les enseignants étaient mal payés et « *qu'il y a un gros travail à faire sur l'attractivité* ». Pour de nombreux corps, le constat est identique : sous-payés, sous-dotés, sous-formés, avec des évolutions de carrière quasi inexistantes ou plus que discutables. Notre ministère doit-il se contenter d'être à la pointe uniquement en matière de risques psychosociaux, qui augmentent de façon alarmante ? La FSU porte depuis plusieurs années ses exigences pour une revalorisation sans contreparties des salaires (ce qui implique l'abandon du Pacte) et des carrières.

Au niveau départemental, l'Ardèche perd 140 Heures postes ce qui correspond à environ 8 postes en ETP. L'occasion est donc encore ratée de profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'encadrements de notre jeunesse. Ces conditions sont pourtant en Ardèche comme ailleurs en France parmi les pires de l'Union européenne . La situation est particulière. Si les élèves sont de moins en moins nombreux dans le train, ils seront donc toujours autant serrés dans les wagons. Il faudra continuer de rajouter à la hâte des sièges pour les AESH dans les classes , d'animer des permanences qui frôlent parfois les 100 élèves ou de faire des sciences expérimentales à 30 . Pas de première classe spacieuse pour nos jeunes ardéchois, qui devront se contenter de l'existant à savoir pas grand chose . En cette période hivernale nous allons discuter donc de comment déshabiller Vals ou La Voulte pour habiller Bourg saint Andéol ou Le pouzin . Or le problème ce n'est pas l'aiguillage des moyens mais les moyens eux mêmes.

Ces baisses d'heures postes fragilisent ,aussi beaucoup de collègues . Dans l'immédiat, cela signifie concrètement davantage de compléments de services et d'HSA. Ces compléments de service sont un frein à la possibilité de travailler en commun à des projets favorables aux élèves. Les multiples Heures supplémentaires que devront effectués les enseignants pour permettre de maintenir leur établissement sur les rails ont un coût social important.

Très concrètement, les conditions de travail vont donc empirer pour des dizaines de collègues du département mais on continue de feindre de s'interroger sur les raisons du manque d'attractivité de la profession. C'est le train qui se mord la queue et la même histoire qui ne semble toujours pas avoir de fin.

Alors oui une nouvelle fois nous tirons le signal d'alarme car nous savons qu'emprunter une autre voie est possible. Une voie où l'école et le bien être des élèves et de l'ensemble de la communauté éducative serait la réelle priorité des décideurs. Une voie où l'école est dotée de moyens pour la rendre réellement inclusive. A l'heure où nos démocraties sont de plus en plus menacées il est urgent de refaire de l'éducation la locomotive de la république .

Questions diverses :

1- la MEN a annoncé la création de 2000 postes d'AESH pour la rentrée prochaine. Combien de postes seront créés en Ardèche ? Quel est le nombre d'élèves notifiés ?

2 - la MEN a déclaré vouloir renoncer à plusieurs mesures du choc des savoirs et le Conseil d'état a annulé le texte prévoyant la mise en place des groupes de besoins en 6e et en 5e. Quelles consignes sont données à ce jour aux chef-fes d'établissement en prévision des prochains CA consacrés à la répartition de la DGH ?

3- La poursuite ou l'abandon du SNU est en cours de discussion pour l'an prochain. Dans l'immédiat, quelles actions sont mises en œuvre cette année (séjours, jeunes ou élèves concernés) ?